

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLOITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

**UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL
(UDL-PADLOS)**

Tel : (226) 31 26 40 -Fax : (226) 31 19 82 E-Mail : padlos@fasonet.bf

**DOCUMENT DE
SYNTHESE**

- *Rapport d'activités 1998*
- *Rapport d'activités du premier semestre 1999*
- *Plan d'opération deuxième semestre 1999*
- *Plan d'opération 2000*
- *Plan d'opération 2000-2002*

Comité Technique et de Gestion des Programmes Politiques

OUAGADOUGOU 11-15 OCTOBRE 1999

Avant propos

Conformément aux indications contenues dans le mémorandum n° 076/SE/CP/BB/sr du 27 juillet 1999, ce document qui s'inscrit dans le cadre de la tenue des Comités Techniques et de Gestion des Programmes Politiques comprend les éléments ci-après :

- ⇒ Rapport d'activités 1998
- ⇒ Rapport d'activités du premier semestre 1999
- ⇒ Plan d'opération deuxième semestre 1999
- ⇒ Plan d'opération 2000-2002

A. Rapport d'activités 1998

Au cours de cette année les activités du PADLOS ont porté sur la consolidation des activités menées au cours des années 1996 et 1997 avec un accent particulier sur la recherche d'une plus grande synergie entre les activités du Projet. C'est ainsi qu'il a été prévu de mettre un accent particulier sur les axes suivants : la mobilisation des groupes sociaux, le renforcement des capacités internes des groupes sociaux, l'appui à l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire et le Suivi - Evaluation des activités du projet.

Le présent rapport fait le bilan des activités réalisées au regard du programme d'activités et du budget adopté par le Comité Technique et de Gestion des Projets.

Il faut préciser que le budget du PADLOS adopté par le Comité Technique et de Gestion des projets a été amputé de 25% en cours d'exécution, suite à la décision de la GTZ de réduire son appui au CILSS. Aussi le PADLOS a-t-il procédé à un réajustement des activités programmées.

A. LES ACTIVITES TECHNIQUES

A1 - MOBILISATION DES GROUPES SOCIAUX

L'objectif visé par cette activité est de consolider les dynamiques en cours à travers une meilleure structuration des organisations de producteurs, de femmes et des membres du réseau sur le foncier et la décentralisation en vue d'aboutir à la mise en place d'organisations pertinentes susceptibles de jouer un rôle conséquent dans la gestion des ressources naturelles.

RESULTAT 1. La mobilisation des groupes sociaux dans le processus de prise de décision les concernant est effective

a) les activités programmées :

A11 L'appui à la structuration de la plate forme paysanne du Sahel

A12 L'appui à la mise en place d'un réseau foncier et décentralisation

A13 L'appui à la mise en place du Réseau des Femmes Sahéliennes

A11. Appui à la structuration de la plate forme paysanne du Sahel

A111. Niveau national

Le PADLOS a apporté un appui financier et technique à la mise en place des coordinations nationales des organisations paysannes du Burkina Faso et du Niger et de la Guinée Bissau par le financement du forum constitutif et la rédaction des actes juridiques de création.

Au Cap-vert, au Mali, au Tchad et au Sénégal le PADLOS a également financé les budgets de fonctionnement et d'équipement des coordinations nationales dans l'attente que ces structures puissent se prendre en charge.

En Guinée Bissau le PADLOS a financé les activités de base à travers l'identification des organisations paysannes et la concertation locale.

A112. Niveau régional

Le 1^{er} Comité d'orientation de la plate forme paysanne s'est tenue à Niamey courant mars 1998 en marge de l'atelier de formation en planification stratégique organisé par le PADLOS a l'intention des groupes sociaux (paysans et femmes).

L'ordre du jour de ce comité a porté sur l'examen des rapports d'activités, la dynamisation des coordinations nationales et le renouvellement de la coordination régionale.

Le comité d'orientation recommande que désormais ne seront admises au sein de la plate forme régionale que les organisations nationales officiellement reconnues et disposées à adhérer aux objectifs de la plate forme et qui s'acquitteraient préalablement de leurs cotisations.

Un appel a également été lancé aux plates formes nationales afin qu'elles se mettent à jour de leurs cotisations et droits d'adhésion avant la prochaine réunion du comité d'orientation à laquelle ne seront admis que les représentants des plates formes à jour.

A l'issue de ce comité, Madame Sanné Zeinabou de Gambie a été désignée au poste de coordinatrice régionale.

Le deuxième comité d'orientation se réunira en novembre 1998 à Dakar en marge de la rencontre africaine des organisations paysannes.

A12. Appui à la mise en place d'un réseau foncier et décentralisation

Les activités programmées pour l'année 1998, à savoir l'élaboration d'un document de base, et la tenue d'une réunion constitutive n'ont pu être réalisées en raison de contraintes budgétaires.

A13. Appui à la mise en place du Réseau des Femmes Sahéliennes (REFESA)

A131. Niveau national

** Mise en place des coordinations nationales*

Des accords de financement ont été passés entre le CILSS et les autorités compétentes des pays membres en vue d'apporter un appui à la mise en place et au fonctionnement des coordinations nationales du REFESA.

Quatre pays (Mali, Niger, Tchad, Gambie) ayant signé les accords de financement ont déjà bénéficié de l'appui financier du projet en vue de la mise en place formelle des coordinations nationales du REFESA.

A132. Niveau régional

** Réunion statutaire*

Le REFESA a tenu courant mars 1998 sa réunion statutaire à Niamey en marge de l'atelier de formation en planification stratégique organisé à leur intention par le PADLOS.

L'ordre du jour de la réunion a porté sur :

- l'examen du compte rendu des activités de la coordination régionale
- l'exercice Sahel 21 "le REFESA face aux enjeux de la mise en œuvre des résultats de Banjul
- les questions statutaires
- la synergie entre le REFESA et la Plate forme paysanne du Sahel

De l'analyse des contraintes du REFESA et des recommandations issues de cette réunion on retiendra la nécessité pour le REFESA d'améliorer la communication entre les différentes coordinations ; la réduction de la durée du mandat de la coordination régionale de deux ans à un an ; la réduction des droits d'adhésion ; et le choix de trois domaines comme priorité sur les cinq domaines d'orientation retenus lors du forum des sociétés civiles à Banjul.

** La reconnaissance juridique du REFESA est acquise*

** Un projet de dépliant sur le REFESA a été conçu en collaboration avec le PRISME , il sera finalisé et envoyé dans les différents pays pour observation.*

** Un compte a été ouvert au niveau régional pour recevoir les cotisations et droits d'adhésion des membres du réseau.*

b) Analyse des écarts entre activités programmées et réalisées

- Au plan national et pour ce qui est de l'appui à la structuration de la plate forme paysanne, la Mauritanie est le seul pays à n'avoir pu recevoir un appui du PADLOS en raison d'une demande précise de la coordination provisoire actuelle (objectif, activités, résultats).
- La mise en place d'un réseau sur le foncier et la décentralisation a été ajournée.
- Les contraintes financières du projet et la lenteur administrative sont à l'origine des retards mis pour la tenue des réunions constitutives des coordinations nationales du REFESA et la finalisation des plans d'actions nationaux et régional.

A2 - LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES GROUPES SOCIAUX

Il s'agit pour le projet de maintenir l'appui conseil aux groupes sociaux pour renforcer leurs capacités institutionnelles et juridiques à travers l'information et la formation.

RESULTAT 2. Les capacités internes des groupes sociaux sont renforcées

a) Les activités programmées

A21 L'information

A22 La formation

A23 La capitalisation des expériences

A21 - L'information

A211. Appui à la collecte d'information

Il s'agissait pour le projet d'aider la plate forme paysanne et le REFESA dans la recherche d'informations sur leurs partenaires potentiels (bailleurs de fonds, ONG, structures de formation).

Les termes de références sur la collecte d'informations ont été élaborés. Le recrutement du consultant est en cours. L'étude démarrera au cours du 1er trimestre 1999.

Par ailleurs, une fiche de collecte d'information sur les organisations membres du REFESA a été élaborée et distribuée aux différentes coordinations. La collecte d'information sur cette fiche devrait permettre d'améliorer les connaissances sur les organisations membres du REFESA et également enrichir la base de données du projet.

A212. Elaboration d'un recueil de textes législatifs et réglementaires en matière de gestion des ressources naturelles et de décentralisation

Le projet prévoyait d'élaborer et d'analyser un recueil contenant les principaux textes législatifs et réglementaires régissant les ressources naturelles et la décentralisation. L'activité a été ajournée suite aux contraintes budgétaires évoquées.

A22. La formation

A221. Appui à l'élaboration d'un plan d'action

Cette activité qui devait faire suite à la collecte d'informations sur les partenaires et à l'atelier de planification stratégique n'a pu être réalisée. Les termes de référence ont été élaborés. Mais pour des raisons financières les consultants n'ont pu être recrutés.

A222. Atelier régional sur les techniques de négociation et la planification stratégique

L'objectif visé à travers l'organisation de cet atelier est de renforcer les capacités des membres de la plate forme paysanne et du REFESA.

L'atelier qui s'est tenu à Niamey au Niger au mois de mars 1998 a vu la participation d'une quarantaine de membres du REFESA et de la plate forme paysanne. La formation a été assurée par l'IRED et financée par le PADLOS. A l'issue de la formation, chaque pays a esquissé un plan d'action qui doit être finalisé dans les pays avec l'appui d'une personne ressource à la charge du PADLOS.

A223. Atelier régional sur "décentralisation et renforcement des capacités locales au Sahel"

Cet atelier s'est tenu à Bamako (Mali) du 23 au 25 mars 1998.

Son objectif général était de dégager les implications pratiques des résultats d'une série d'études initiées par le CILSS et le Club du Sahel en formulant notamment des perspectives d'action permettant de promouvoir les capacités locales au Sahel.

L'atelier a regroupé une cinquantaine de personnes comprenant des représentants de structures nationales de décentralisation, de services techniques, d'organisations de base, des cadres du CILSS et du Club du Sahel ainsi que des partenaires au développement. Les travaux de l'atelier ont débouché sur la définition d'orientations visant à promouvoir les capacités locales au Sahel.

Les principales orientations dégagées sont notamment :

- la nécessité d'assurer une articulation entre les schémas de décentralisation mis en œuvre par les états et les mouvements de prise de responsabilité qui s'opèrent à la base
- l'élaboration d'un cadre législatif et réglementaire favorable à la prise de responsabilité des populations dans la gestion de leurs ressources
- la mise en œuvre d'actions de formation tendant à la valorisation des ressources locales et à l'accroissement des capacités des services de l'état à mieux jouer leur rôle de formateur, de catalyseur et d'arbitre
- la mise en place d'un réseau sur le renforcement des capacités locales au Sahel.

A224. Appui à la réflexion aux thèmes fédérateurs

Cette activité a été réalisée principalement dans les pays. L'objectif visé est d'apporter un appui aux groupes sociaux dans l'organisation des campagnes d'informations et des débats sur des thèmes communs tels que la décentralisation, la convention internationale sur la désertification.

Cinq pays (Cap vert, Mali, Burkina Faso, Tchad, Sénégal) ont bénéficié d'un appui dans le cadre des campagnes d'information sur la CCD. Les fonds ont été mobilisés auprès des bailleurs de fonds bilatéraux.

A23. Capitalisation des expériences

L'objectif visé est de collecter les informations sur les expériences intéressantes en matière de GDRN et de les mettre à la disposition des groupes sociaux pour servir de source d'inspiration.

A231. Voyages d'études

Cette activité devait permettre aux femmes du Burkina de s'imprégner de l'expérience des femmes du Mali en matière de promotion de la femme et de décentralisation.

L'activité a été ajournée du fait que la demande du Burkina Faso n'a pas été actualisée en cours d'année.

A232. Etude de cas sur la communication sociale

La formulation du projet sur la communication sociale a été réalisée en collaboration avec le CRDI. Un expert chargé du dossier a été recruté. L'étude a démarré au Cap Vert courant octobre 1998.

A233. Etude de cas sur les savoir faire locaux

Cette étude a été réalisée au Cap Vert, au Niger et au Burkina en collaboration avec le PASP sur financement du secrétariat de la CCD.

A234. Etude femmes et Instance de décision

L'étude a été réalisée au Sénégal. Les conclusions de l'étude serviront de document de travail pour l'atelier régional sur femme et instance de décision qui se tiendra à Dakar en novembre 1998.

A235. Atelier régional femme et instance de décision

L'atelier prévue pour le courant du mois novembre 1998 est en préparation. Les contributions des pays à cet atelier sont attendues pour la synthèse régionale qui sera le document de base de l'atelier.

A236. Etude sur la gestion décentralisées des ressources naturelles en Mauritanie

L'initiation de ces études en Mauritanie s'inscrit dans la suite logique de celles déjà réalisées au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal et participe à l'identification et à la promotion d'expériences pertinentes en matière de gestion des ressources naturelles et de gestion des terroirs en vue d'orienter l'élaboration de lois sur la décentralisation intégrant les préoccupations des acteurs à la base.

Cette étude ainsi que celles du Niger et du Tchad seront éditées en ouvrage.

b) Analyse des écarts entre activités programmées et réalisées

- Le recueil des textes prévu pour cette année n'a pu être réalisé en raison des contraintes budgétaires pour le recrutement des consultants nationaux. L'activité sera intégrée dans la réflexion sur les observatoires sur le foncier.
- Le PADLOS avait programmé d'apporter un appui aux groupes sociaux dans l'élaboration des plans d'action nationaux suite à la formation en planification stratégique qui a été organisée à leur intention. Cet appui qui devait se traduire par la mise à disposition de personnes ressources n'a pu se faire faute de financement.

A3 - CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les activités prévues visent à appuyer les Etats à pouvoir élaborer et vulgariser des textes législatifs et réglementaires conséquents en matière foncière et de décentralisation et à pouvoir se doter d'observatoires sur le foncier.

RESULTAT 3. Un appui est apporté pour l'élaboration des cadres législatifs et réglementaires adaptés

a) Les activités programmées

A31 - Appui aux actions de réformes foncières et décentralisation

A32 - Appui à la mise en place des observatoires

A31- Appui aux actions de réformes foncières et décentralisation

A311 Etude femmes et sécurisation foncière

Cette étude n'a pas été réalisée par le PADLOS du fait qu'elle avait été également programmée par les Pays-Bas. Le PADLOS a toutefois apporté une contribution technique à sa réalisation (élaboration TDR). Le rapport n'est pas encore disponible.

La même étude sera réalisée au Tchad en collaboration avec la FAO. Le Tchad a déjà envoyé les termes de références au PADLOS pour observations.

A312. Appui au processus d'élaboration d'une nouvelle loi foncière en Guinée Bissau

Les activités prévues dans ce cadre et qui portaient notamment sur l'élaboration des projets de textes et leur vulgarisation n'ont pas pu être réalisées à cause des troubles intervenus en Guinée Bissau.

A32. Appui à la mise en place des observatoires

Les efforts ont essentiellement porté sur la mise en place des observatoires nationaux du foncier, activité charnière du volet foncier au titre du programme de travail 1998.

A321. Appui à la mise en place de l'observatoire national du foncier du Tchad

Le Tchad a été le tout premier pays à donner suite à la recommandation du Colloque de Saint-Louis relative à la nécessité de mettre en place un observatoire national du foncier au niveau des différents pays membres du CILSS.

Un avant-projet de document d'observatoire du foncier a été ainsi formulé par l'Université de N'Djaména et transmis par les autorités compétentes du Tchad au Secrétariat Exécutif du CILSS.

Au cours du mois de février, une mission d'appui - conseil comprenant l'Expert Foncier / Législation et une consultante internationale s'est rendue au Tchad en vue d'affiner le projet de document d'observatoire.

Cette mission s'est notamment articulée autour d'une série de rencontres avec différents acteurs impliqués dans la gestion du foncier (Services techniques et administratifs, structures de formation et de recherche, membres de la société civile, partenaires au développement) et sur des visites de terrain.

La dite mission a été l'occasion de mesurer l'intérêt élevé accordé au projet d'observatoire du foncier au Tchad par tous les acteurs du développement y compris par les plus hautes autorités du pays.

Une seconde mission a été effectuée à N'Djaména du 06 au 15 mai 1998 en vue d'appuyer la partie tchadienne dans la préparation de l'atelier national de lancement de l'observatoire du foncier. Le travail au cours de cette mission a notamment porté sur la finalisation du projet de document d'observatoire et sur la définition des thèmes de discussions et des modalités d'animation.

L'atelier national de lancement de l'observatoire du foncier du Tchad s'est tenu à N'Djaména du 08 au 11 juin 1998. Il s'agissait du premier atelier du genre depuis le Colloque International sur le foncier (Saint - Louis, avril 1997) qui a dégagé une nouvelle vision d'observatoire du foncier au Sahel.

L'objectif général de cet atelier était d'élaborer de manière participative et consensuelle les termes de référence de l'observatoire du foncier du Tchad.

L'atelier a regroupé une soixantaine de participants comprenant notamment des représentants de différentes structures étatiques, para - étatiques et privées impliquées dans la gestion des ressources naturelles au Tchad ainsi que des délégués en provenance des autres pays membres du CILSS.

Les travaux de l'atelier ont permis d'adopter de manière participative et consensuelle les principes fondamentaux de l'observatoire du foncier au Tchad.

Ainsi, au plan scientifique et technique, l'atelier a dégagé des activités indicatives et préconisé l'élaboration d'un plan d'action précisant les grandes orientations de l'observatoire, les actions prioritaires, la méthodologie et les modalités de mise en œuvre.

Au plan institutionnel, le montage adopté s'articule autour d'un dispositif léger, souple et opérationnel comprenant notamment un maître d'ouvrage et un maître d'œuvre. Le maître d'ouvrage sera constitué par un comité directeur représentatif de l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion du foncier au Tchad.

L'Université de N'Djaména a été identifiée pour être chef de file de la maîtrise d'œuvre qui doit impliquer l'ensemble des compétences nationales en matière foncière.

Il a été également recommandé de consacrer la création de l'observatoire par un acte juridique, en l'occurrence un décret.

Au plan du financement, les mécanismes adoptés mettent en avant les capacités de l'observatoire à vendre ses services pour générer des ressources. Le financement devrait provenir essentiellement de fonds alloués sur la base de protocoles d'accord conclus avec des partenaires au développement et de fonds relatifs aux prestations de services effectués au bénéfice de projets de développement.

A322. Appui à la mise en place de l'observatoire du foncier au Niger

L'appui au Niger s'est traduit par la visite d'une première mission au mois de février dont l'objectif était de faire le point avec le Comité National de Suivi des recommandations du Colloque de Saint - Louis et de lancer le processus de mise en place d'un observatoire du foncier au Niger.

Suite à cette mission marquée notamment par une séance de travail avec les membres du Comité National de Suivi des recommandations du Colloque de Saint -Louis et par une audience accordée par le Secrétaire Général adjoint du Ministère de l'Agriculture, la partie nigérienne a réagi positivement par la formulation d'un avant - projet de document d'observatoire national du foncier au Niger qui a été transmis au CILSS pour étude.

A323. Appui à la mise en place d'un observatoire national du foncier au Burkina Faso

Le Burkina Faso est avec le Tchad et le Niger, l'un des trois pays initialement présélectionnés pour commencer cette année le processus de mise en place des observatoires nationaux du foncier.

Suite à plusieurs rencontres informelles et à un travail d'identification des structures intervenant en matière foncière au niveau du Burkina Faso, une réunion de concertation sur la mise en place d'un observatoire national du foncier s'est tenue le 16 juillet à Ouagadougou. Elle a regroupé des représentants de départements ministériels, d'institutions de recherche, de projets de développement, d'organisations de base, d'ONG et de partenaires au développement impliqués dans la gestion des ressources naturelles.

Cette réunion a abouti aux principaux résultats suivants :

- mise en place d'un comité restreint de pilotage
- information des autorités sur le processus en cours
- élaboration d'une esquisse de document de projet d'observatoire du foncier
- organisation d'une deuxième réunion informelle.

b) Analyse des écarts entre activités programmées et réalisées

Les activités programmées pour ce résultat ont été globalement réalisées. Le PADLOS n'a pu apporter son appui à la Guinée Bissau pour l'élaboration des réformes en raison de la situation difficile (mutinerie) qui y prévaut.

B. LES ACTIVITES DE COORDINATION

A 4 - LE SUIVI EVALUATION DES ACTIVITES DU PROJET

L'objectif visé était de mettre en place un système simplifié de suivi évaluation des activités et de l'impact du projet.

RESULTAT 4. Un système de suivi - évaluation est mis en place

a) Les activités programmées

A41 Organiser le suivi

A42 Evaluation du PADLOS

A43 Création d'une base de données PADLOS

A44 Production et diffusion des documents

A45 dynamisation des points focaux

A46 Autres activités de coordination

A41. Organiser le suivi

A411. Mission d'appui IRG

Une mission de consultation IRG/USAID est intervenue pour appuyer le PADLOS dans la mise en place d'un système de suivi d'impacts du projet. Les recommandations faites à l'issue de la mission, orientent l'équipe sur la conception des outils de collecte de données de suivi d'impact du Projet.

La deuxième étape de la mission du consultant prévue courant novembre 1998 devra permettre de rendre opérationnels les outils élaborés pour l'évaluation de l'impact du projet.

A412. Elaboration des fiches et questionnaires pour le suivi évaluation

Les fiches et questionnaires élaborées par l'équipe du projet ont été améliorés avec l'appui du consultant IRG.

Les questionnaires d'évaluation des réunions sont utilisées aux rencontres. Les dépouillements ont été faits et les réponses permettent au projet d'améliorer ses prestations.

S'agissant des fiches de collecte de données, elles ont été élaborées en conformité avec les éléments de la base de données. Elles seront envoyées aux partenaires du projet en vue de la collecte des informations.

A43. *Création d'une base de données PADLOS*

Exploitation d'un système d'information sur base de donnée

Dans le souci d'une amélioration du système d'information du projet, un logiciel de base de données conçu avec l'appui d'un informaticien a été installé. Des fiches d'enquête ont été élaborées en vue de collecter les informations pour la base de données.

Un guide de remplissage des fiches a également été conçu pour faciliter l'utilisation des fiches d'enquête.

La base de données ne sera opérationnelle qu'à l'issue de la saisie des informations collectées.

A44. *Production et diffusion des documents*

Deux ouvrages ont été édités. Il s'agit des actes du colloque de St Louis sur les enjeux du foncier et de la gestion décentralisée des ressources naturelles au Niger, Tchad et Mauritanie en cours d'édition.

Les ouvrages édités par le projet sont diffusés par le canal des librairies moyennant une commission, et également lors des rencontres organisées par le PADLOS.

Les rapports et comptes rendus des rencontres organisées par le projet sont diffusés régulièrement.

A45. *dynamisation des Points focaux du PADLOS*

Suite aux recommandations du Comité technique et de gestion des projets de responsabiliser d'avantages les points focaux, le PADLOS a élaboré des termes de références en vue de mieux préciser les tâches qui leur seront confiées.

Cette activité sera finalisée à l'issue de la réorganisation du Système CILSS.

A46. *Autres activités de coordination*

- Participation du PADLOS aux réunions du PM/GRN dans le cadre des préparatifs du plan triennal 1999-2001
- Participation du PADLOS à la mission circulaire des programmes majeures au Niger et au Tchad .
- Participation du PADLOS à la conférence Internationale sur le thème "Femmes Africaines et Développement Economique : Investir dans le futur" organisée par la CEA et qui s'est tenue à Addis-Abeba du 28 Avril au 1er Mai 1998.

- Cette rencontre visait quatre objectifs :

- partager les expériences de politiques publiques qui ont réussi d'une part, et d'autre part orienter les ressources vers des investissements dans lesquels la participation des femmes a eu des retombées sociales importantes
- tirer des leçons stratégiques des programmes qui ont contribué à la mise en œuvre de la plate forme de Beijing
- échanger sur les meilleures pratiques et en tirer des modalités pour élaborer des programmes d'action au niveau des pays
- développer des partenariats pour mettre en œuvre les actions recommandées par la conférence.
- Participation du PADLOS à la préparation de la IVème Consultation technique sur le pastoralisme

Le PADLOS a pris part aux différentes activités de préparation de la IVème Consultation technique sur le pastoralisme en tant que membre du Comité Local d'Organisation (C.L.O) qui comprenait également l'UNSO, le PRASET, l'UEMOA, le CEBV et le Ministère des Ressources Animales / Burkina.

Les objectifs de cette IVème Consultation technique étaient les suivants :

- revoir les principaux éléments du nouveau paradigme en matière de développement pastoral en mettant l'accent sur les principaux aspects : la viabilité microéconomique des systèmes pastoraux et leur contribution à l'économie nationale et les perspectives de la gestion des ressources animales ;
- diffuser et évaluer les expériences locales récentes de gestion des ressources naturelles en milieu pastoral ;
- être un forum facilitant les contacts formels et informels et les échanges d'expériences entre les projets, les associations locales, les représentants gouvernementaux et les bailleurs de fonds.

b) Analyse des écarts entre activités programmées et réalisées

L'évaluation externe du PADLOS prévue pour le dernier trimestre de l'année n'a pu être réalisée. Toutefois l'équipe du PADLOS a prévu d'élaborer d'ici la fin du projet, un document qui donne un aperçu du bilan opérationnel du projet afin de tirer les leçons de l'expérience vécue et dégager les perspectives.

CONCLUSION

La restriction budgétaire, intervenue en cours d'année a été la contrainte majeure dans l'exécution des activités programmées.

Toutefois les activités menées ont permis d'atteindre des résultats satisfaisants qui concourent à la consolidation des acquis suivants :

- une amélioration des connaissances des organisations paysannes, la consolidation de la plate forme paysanne qui est devenue une réalité dans les pays membres du CILSS
- une identification et une analyse des expériences en matière de gestion décentralisée des ressources naturelles et des échanges d'expériences entre les commissions nationales de décentralisation
- un soutien aux actions de réformes législatives et institutionnelles ainsi qu'une capitalisation des expériences en matière de pratiques et réformes foncières et une promotion de la formation et de la recherche sur le foncier
- une amélioration des connaissances sur le rôle et la place de la femme dans la GRN et son accès aux instances de décision, une plus grande mobilisation des femmes sahéliennes autour d'un réseau.

Pour le prochain plan triennal 1999-2001 qui sera marqué par la mise en œuvre de l'approche programme, il importe de procéder à l'approfondissement et à la consolidation de ces acquis au travers notamment du résultat n° 2 du programme majeur GRN/LCD qui recoupe dans une très large mesure le champ d'application du PADLOS.

B. Rapport d'activités 1^{er} semestre 1999

Introduction

Placée sous le signe de l'approche programme et de l'opérationnalisation de la vision Sahel 21, la mise en œuvre du plan triennal 1999 - 2001 s'est effectuée de manière satisfaisante au niveau de l'Unité d'appui au Développement Local.

Après des difficultés de démarrage inhérentes à toute entreprise du genre et liées à des départs au niveau du personnel, l'Unité s'est rapidement mise au travail et a même atteint une vitesse de croisière vers la fin du semestre.

I - Les enseignements de la période 1995 - 1998

1.1 Rappel des objectifs et des résultats attendus du PADLOS

Suite au mandat qui lui a été confié lors de la Conférence Régionale sur la problématique foncière et la décentralisation (Praia, juin 1994) de rendre opérationnelle pour les Etats, la société civile et les partenaires au développement les orientations essentielles dégagées par cette conférence, le CILSS a mis en place le Projet d'Appui au Développement Local au Sahel (PADLOS) avec pour objectif de contribuer à la création d'un environnement législatif et institutionnel favorable à une gestion démocratique, décentralisée et participative des ressources naturelles au Sahel.

Les résultats attendus du PADLOS étaient les suivants :

- les producteurs ruraux sont organisés et jouent un rôle formel dans les prises de décision relatives aux actions les concernant;
- les pays disposent des connaissances permettant l'adaptation et un changement qualitatif des textes législatifs et réglementaires;
- les processus de décentralisation sont renforcés;
- la participation des groupes spécifiques (femmes, jeunes, éleveurs) aux débats nationaux et au progrès économique est facilitée

1.2 Les acquis du PADLOS

L'action du PADLOS au cours de la période 1995 - 1998 a été très remarquable. Parmi les acquis les plus significatifs du PADLOS, on peut noter :

- *dans le domaine de l'appui aux organisations paysannes*
 - la création de la Plate forme des organisations paysannes du Sahel en avril 1996 et son positionnement sur l'échiquier institutionnel sahélien;
 - la mise en place en place de plates formes nationales paysannes au niveau de l'ensemble des pays membres du CILSS;
- l'amélioration des capacités de la plate forme en tant que représentant des intérêts des producteurs et en matière de planification et de négociation;

- *dans le domaine de l'adaptation et du changement des textes législatifs et réglementaires*
 - la facilitation des échanges d'expérience et de concertation entre les différents acteurs du foncier des pays membres du CILSS;
 - une capitalisation et une amélioration des connaissances sur la situation foncière au niveau de la sous - région à travers des études de cas, une analyse des profils fonciers des pays, etc.;
 - le développement d'outils et de méthodes en vue de répondre aux exigences de la sécurisation foncière comme les observatoires du foncier

- *dans le domaine de l'appui aux politiques de décentralisation*
 - une capitalisation des expériences sur la gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel et la création de capacités locales;
 - une facilitation d'échanges d'expériences et de concertation entre les différents acteurs concernés par la décentralisation tant au plan national que régional;
 - une promotion de la politique de décentralisation notamment à l'occasion de la 12ème journée du CILSS célébrée en 1997 sous le thème de "Décentralisation et Développement Local au Sahel";
 - la prise en compte des ressources naturelles comme composante importante dans l'élaboration des politiques de décentralisation

- *dans le domaine de la participation des groupes spécifiques*
 - la création du Réseau des Femmes Sahéliennes (REFESA) en septembre 1997 à Banjul;
 - la mise en place de réseaux nationaux dans l'ensemble des pays membres du CILSS et leur mobilisation pour la défense des intérêts des femmes;
 - une meilleure connaissance de la situation de la femme et de son rôle et place dans la gestion des ressources naturelles
 - une meilleure prise en compte de l'importance des femmes et des autres groupes spécifiques dans l'élaboration des stratégies et programmes de développement au Sahel.

1.3 Les limites du PADLOS

L'action du PADLOS au cours de la période 1995 - 1998 a été limitée par un certain nombre de facteurs :

- les difficultés de mobilisation des ressources financières liées notamment à la question des pièces justificatives,
- la faible assise de nombre d'organisations socio - professionnelles et leur propension à vouloir tout attendre du CILSS;
- l'absence de mécanismes de suivi - évaluation.

II - Etat d'exécution des activités au premier semestre 1999

La période de temps considérée va de janvier à juillet, intervalle correspondant plus réellement à la première mi - temps de réalisation des activités.

Programme majeur politique : Gestion des ressources naturelles
 Unité Opérationnelle : Unité de Développement Local
 Année : 1999
 Semestre : 1^{er}

RAPPORT par semestre 1999
TABEAU DES REALISATIONS PHYSIQUES

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS SEMESTRE	REALISATIONS DU SEMESTRE	ACTIVITES REALISEES MAIS NON PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
Des appuis pour l'élaboration des cadres législatifs institutionnels et organisationnels pour une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles sont apportés	Appuyer la mise en place des observatoires du foncier	Restitution avant projet document du Burkina Faso Finalisation avant projet Niger	Finalisation avant projet document du Burkina Faso Elaboration note d'orientation pour avant projet Niger		La réunion de restitution a été différée pour cause de période de vacances L'activité au Niger a été retardée pour question de compréhension sur le rôle du CILSS dans la mise en place des OF	Taux de réalisation : environ 70%
	Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires	Etudes nationales sur législation GRN et décentralisation	Elaboration esquisse de plan d'action observatoire Tchad	Elaboration TDR et sélection des chargés d'études au niveau de tous les pays excepté Guinée Bissau Réalisation de l'étude en cours au Mali, Niger, Mauritanie, Cap Vert, Tchad, Gambie		La réalisation des études a été considérablement entravée par le retard dans la mobilisation des fonds et plus encore par la situation d'inéligibilité de plusieurs pays par rapport à l'UDL
	Etude sur problématique foncière périmètres irrigués au Mali Etude sur femme et foncier au Tchad		Elaboration des TDR et identification des sites d'étude Elaboration des TDR de l'étude		Retard lié à un souci de procéder à la plus large consultation possible Retard lié à un souci de procéder à la plus large consultation possible	

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS SEMESTRE	REALISATION DU SEMESTRE	ACTIVITES REALISEES MAIS NON PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
	Appuyer la mise en oeuvre de la décentralisation	Etude mise en place réseau décentralisation	Elaboration TDR et sélection chargés d'étude au niveau de tous les pays. Réalisation de l'étude en cours au Cap Vert, BF, Mali, Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> Tenue de réunion groupe de travail décentralisation et développement local sur plaidoyer CILSS/CLUB du SAHEL (Bamako, avril 99) Participation réunion préparatoire Yverdon sur implication des mouvements paysans dans les politiques de développement (Paris, 26-27 mai 99) Participation réunion préparatoire Yverdon sur coordination nationale des politiques de décentralisation (Paris 8-9 juillet 99) 	RAS	Taux de réalisation : 95%
		Atelier régional sur mobilisation des ressources locales au Sahel	Atelier réalisé (Bamako, 9-11 juin 1999)			

RESULTATS	ACTIVITES PRINCIPALES	PREVISIONS SEMESTRE	REALISATION DU SEMESTRE	ACTIVITES REALISEES MAIS NON PROGRAMMEES	EXPLICATION DES ECARTS	OBSERVATIONS
	Renforcer les capacités des acteurs	Ateliers de restitution Padlios Education au BF et Sénégal	Atelier réalisé au BF Elaboration TDR restitution au Sénégal	Elaboration d'une stratégie de restitution dans les autres pays d'étude et de diffusion dans l'ensemble des pays membres à travers des partenariats	La restitution au Sénégal a été retardée du fait de la situation d'inéligibilité de ce pays par rapport à l'UDL	Taux de réalisation : 70%
	Appui au mouvement associatif pastoral (Niger, BF, Mali, Sénégal)	Appui au mouvement associatif pastoral (Niger, BF, Mali, Sénégal)	Contacts avec la Chambre de l'Agriculture du Mali et le CNCR au Sénégal sur la question			
	Appui en communication des actions locales de LCD	Identification des sites du projet	Mission d'identification des sites du projet au Cap Vert	Participation à la finalisation du document du PAN du Burkina Faso		
		Identification et formation des animateurs du projet	Mission d'identification des sites du projet et au Tchad	Participation à atelier national de prise en compte des femmes dans le PAN du Burkina		
		Elaboration de la méthodologie de communication	Elaboration de TDR pour Consultation pour l'élaboration de la méthodologie de communication participative	Participation au forum national de validation du PAN du Burkina Faso		
		Lancement et mise en route du projet	Réculte de documents pour la mise en œuvre du projet.		Le retard dans la mise en œuvre du projet est du au fait qu'il aurait dû démarrer dès le mois de janvier 1999 au Cap Vert ; mais des incompréhensions avec ce pays ont conduit au gel et à la réorientation du projet vers le Tchad.	Taux de réalisation : 60%

Au total, il se dégage un taux global de réalisation de l'ordre de 75% environ.

Il importe également de souligner à ce niveau que le thème de la décentralisation et du développement local ayant été retenu comme un des thèmes majeurs de la réunion à haut niveau du Club du Sahel prévu à Yverdon en septembre prochain (et aussi de Bamako 2000), l'Unité a participé activement aux travaux préparatoires de cette importante réunion conformément à l'esprit du programme conjoint de travail CILSS / Club du Sahel.

C. Plan d'opération 2^{ème} semestre 1999 -

Programme majeur politique : Gestion des ressources naturelles
 Unité Opérationnelle : Unité de Développement Local
 Année : 1999

N°	ACTIVITES	PERIODE D'EXECUTION				COUTS	OBSERVATIONS
		Sept	Oct	Nov	Dec		
A1	Appuyer la mise en place des observatoires du foncier						
A1	Formulation de documents de projet		●				
A111	Atelier de restitution avant projet Burkina					200.000	
A112	Finalisation avant projet Sénégal	●	●			1.500.000	
A113	Table ronde Partenaires Tchad				●	2.500.000	
A2	Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires						
A21	Etudes nationales sur législation GRN et décentralisation	●	●	●	●	7.000.000	
A22	Etude sur la problématique foncière au niveau des périmètres irrigués au Mali	●	●	●	●	6.000.000	
A23	Etude sur femme et foncier au Tchad	●	●	●	●	6.000.000	
A3	Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation						
A31	Forum constitutif réseau décentralisation			●		20.000.000	
A4	Renforcer les capacités des acteurs						
A41	Atelier régional Plates formes paysannes bilan et perspectives				●	20.000.000	
A42	Réunion statutaire REPFESA	●				18.000.000	
A43	Atelier de restitution Padlos - Education Sénégal		●			6.000.000	
A44	Appui au mouvement associatif pastoral	●	●	●	●	4.000.000	
A45	Publications	●	●	●	●	5.000.000	
A5	Recherche action en communication participative						
A51	Recherche action au Tchad	●	●	●	●	31.160.650	
A52	Identification de projets en Mauritanie	●					
A.53	Formation en méthodologie de communication participative			●			

En substance, pour cette deuxième partie de l'année, il est prévu la réalisation d'un certain nombre d'activités fortes notamment en direction des organisations socio - professionnelles (Plates formes paysannes, REFESA, Associations pastorales) en vue de leur dynamisation et la mise en place d'un réseau d'appui à la décentralisation au Sahel pour mieux accompagner le processus de décentralisation et de développement local dans la sous - région.

D. Plan d'opération 2000

Conçu sur la trame du plan triennal 1999-2001, le programme 2000 tel que présenté ci-dessous est fortement imprégné du sceau de Bamako 2000 avec une grande prépondérance des activités liées au thème décentralisation et développement local, axe majeur de réflexion dudit forum.

Programme majeur politique : Gestion des ressources naturelles
 Unité Opérationnelle : Unité de Développement Local
 Année : 2000

PROGRAMME 2000

RESULTATS ATTENDUS DE L'UNITE	Des appuis pour l'élaboration de cadres législatifs, institutionnels, et organisationnels pour une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles sont apportés aux pays sahéliens	PERIODE D'EXECUTION				Coûts en Milliers FCFA	CONDITIONS CRITIQUES	
		1 ^{er} trim. 2000	2 ^{ème} trim. 2000	3 ^{ème} trim. 2000	4 ^{ème} trim. 2000			
A1. Appuyer la mise en place des observatoires du Foncier	ACTIVITES PRINCIPALES	ACTIVITES DETAILLEES						
		A11 - Atelier national de validation - Sénégal	●				7.000	
		A12 - Elaboration Plan d'Action/Table Ronde partenaires - Sénégal		●			3.000	
		A13 - Appui Institutionnel à Observatoire Tchad	●	●	●	●	8.000	
A2. Appuyer l'élaboration des textes législatifs et réglementaires	ACTIVITES PRINCIPALES	ACTIVITES DETAILLEES						
		A14 - Appui à l'Observatoire du Sénégal	●	●	●	●	8.000	
		A21 - Synthèse analytique sur législation décentralisation en GRN	●				4.000	
		A22 - Atelier de partage résultats étude sur problématique foncière périmètres irrigués au Mali		●			7.000	Appui financier USAID/Mali attendu
		A23 - Atelier national de partage étude Femme et Foncier au Tchad		●		3.000	Appui financier FAO attendu	
		A24 - Etudes stratégiques Femme et Sécurisation Foncière	●	●	●	●	73.800	

A3 Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation	A31 – Forum constitutif réseau d'appui à la décentralisation	●					20.000	
	A32 – Appui institutionnel au réseau décentralisation	●	●	●	●	●	10.000	
	A33 – Concertations nationales sur décentralisation et développement local	●	●	●	●	●	54.000	
	A34 – Forum décentralisation et développement local au Sahel	●	●	●	●	●	50.000	Programme conjoint CILSS/CLUB/PDM.
A4 Renforcer les capacités des acteurs	A41 – Appui institutionnel aux PFP et REFESA (élaboration Plans d'Action, implication Sahel 21)	●	●	●	●	●	45.000	
	A42 – Appui institutionnel au mouvement associatif pastoral (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal)	●	●	●	●	●	12.000	
	A43- Publications	●	●	●	●	●	10.000	
A5. Recherche action en communication participative	A51 – Recherche action au Tchad	●	●	●	●		31.160	
	A54 – Récolte et analyse des stratégies de communication des pays du CILSS	●	●	●	●		-	En collaboration avec l'UPS/GRN
	A55 – Atelier d'évaluation à mi-parcours au Tchad	●					Pm	Budget à rechercher
	A56 – Atelier de planification du projet dans le deuxième pays	●					11.050	Ce deuxième pays pourrait être le BF
	A57 – Recherche action dans le deuxième pays	●	●	●	●	●	31.160	
	A58 – suivi du projet dans les deux pays et réalisation des vidéos	●	●	●	●	●	Pm	
	A59 – Evaluation du projet au Tchad			●			Pm	
A510 – première table ronde régionale	A511 – Evaluation du projet dans le deuxième pays					●	pm	
	A54 – Deuxième table ronde régionale					●	6.300	
	A55 – Diffusion des résultats de la recherche					●	Pm	

E. plan d'opération 200-2002

Le programme triennal 2000-2002 présenté ici reprend de manière sommaire les tranches annuelles 2000 et 2001 et rajoute une tranche pour 2002. Il se caractérise par une continuité dans l'action.

Programme majeur politique : Gestion des ressources naturelles
 Unité Opérationnelle : Unité de Développement Local
 Année : 2000

PROGRAMME 2000 - 2002

N°	Activités	Calendrier des opérations		
		2000	2001	2002
A1. Appuyer la mise en place des observatoires du Foncier	A11. Formulation de documents de projets	●	●	
	A12. Ateliers nationaux de validation	●	●	
	A13. Elaboration de plans d'action/table ronde de partenaires	●	●	
	A14. Appuis institutionnels	●	●	●
A2. Appuyer l'élaboration de textes législatifs et réglementaires	A21. Etudes nationales législatives sur décentralisation et GRN	●		
	A22. Synthèse régionale	●		
	A23. Etudes thématiques	●	●	●
A3. Appuyer la mise en œuvre de la décentralisation	A31. Forum constitutif réseau d'appui à la décentralisation	●		
	A32. Appuis institutionnels au réseau	●	●	●
	A33. Forum sur décentralisation et développement local	●		
A4. Renforcer les capacités des acteurs	A41. Appui institutionnels et organisationnels aux PFP et REFESA	●	●	●
	A42. Renforcement des capacités des acteurs en négociation et planification stratégique	●	●	
	A43. Appui au renforcement du mouvement associatif pastoral	●	●	
A5. Recherche action en communication participative	A51. Elaboration de documents de projets	●		
	A5.2 appui à des projets nationaux en communication participative		●	●